

PREFET DE LOIR-ET-CHER

Agence régionale de santé
du Centre
Délégation territoriale
de Loir-et-Cher

ARRÊTÉ n° 2010.131-9

- déclarant d'utilité publique (DUP)
 - la dérivation des eaux du forage de « la Grande Brosse » situé à Chémery et exploité par le syndicat intercommunal d'eau potable et d'assainissement de CHEMERY-MEHERS,
 - les périmètres de protection du dit forage,
- régularisant le dit forage au titre des articles L.214-1 à L.214-4 du code de l'environnement,
- autorisant le syndicat sus-cité à utiliser l'eau prélevée à des fins de consommation humaine.

Le préfet de Loir-et-Cher,

Vu le code de l'environnement en ses articles L.210-1, L.211-1 à L.211-11, L.214-1 à L.214-10 et L.215-13, L.216-1 à L.216-16, R.214-1 à R.214-56, D.216-1 à D.216-6, R.216-7 à R.216-17,

Vu le code de l'expropriation d'utilité publique en ses articles L.11-1 à L.11-9 et R.11-1 à R.11-31,

Vu le code la santé publique en ses articles L.1321-1 à L.1321-10, L.1324-1-A à L.1324-1-B, L.1324-1 à L.1324-5, R.1321-1 à R.1321-66 et D.1321-67 à D.1321-68, R.1324-1 à R.1324-6

Vu le code de l'urbanisme en ses articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3,

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1995

Vu les décrets n° 2006-880 et n° 2006-881 du 17 juillet 2006 pris en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement,

Vu le décret n°2008-652 du 2 juillet 2008 relatif à la déclaration des dispositifs de prélèvement, puits ou forages réalisés à des fins d'usage domestique de l'eau et à leur contrôle ainsi qu'à celui des installations privatives de distribution d'eau potable,

Vu l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes,

Vu l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées,

Vu les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 modifiés fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation, et aux sondages, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration, en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.0, 1.1.1, 2.1.0, 2.1.1 ou 4.3.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié,

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public,

Vu les arrêtés ministériels du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅, et les modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif,

Vu l'arrêté du préfet de région Centre en date du 18 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne,

Vu l'arrêté préfectoral n°2006-272-3 du 29 septembre 2006 fixant dans le département du Loir-et-Cher la liste des communes incluses dans une zone de répartition des eaux,

Vu la délibération du conseil syndical de CHEMERY-MEHERS, du 3 mai 2002 sollicitant :

- la déclaration d'utilité publique pour la dérivation des eaux souterraines et la délimitation des périmètres de protection du forage de « La Grande Brosse » à Chémery,
- l'autorisation d'utiliser l'eau prélevée à des fins de consommation humaine pour alimenter le réseau d'adduction du syndicat,
- la régularisation du dit forage au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

Vu l'arrêté préfectoral n°02-2826 du 5 juillet 2002 désignant monsieur Boirat comme hydrogéologue agréé chargé de proposer des périmètres de protection pour le captage du syndicat,

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé établi le 21 octobre 2006 portant sur la délimitation des périmètres de protection du forage précité et sur les prescriptions qui y sont applicables,

Vu l'arrêté préfectoral n°2009-316-7 du 12 novembre 2009 portant ouverture d'enquête publique et parcellaire sur le territoire de la commune de Chémery,

Vu le dossier d'enquête publique,

Vu la conclusion et l'avis du commissaire enquêteur du 11 janvier 2010,

Vu l'avis du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Loir-et-Cher en date du 24 novembre 2009,

Vu l'avis du directeur départemental des services vétérinaires du 12 novembre 2009,

Vu l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 16 octobre 2009,

Vu le rapport du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du 5 mars 2010,

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) lors de sa séance du 30 mars 2010,

Considérant le courrier du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales en date du 22 décembre 2008 interrogeant monsieur Boirat, hydrogéologue agréé, sur la réserve émise à son avis favorable d'un prélèvement annuel minimal de 100 000 m³ afin d'éviter le phénomène de mélange de nappes alors que la consommation annuelle 2007 et 2008 est inférieur à ce seuil,

Considérant la réponse de monsieur Boirat en date du 10 janvier 2009 maintenant son avis favorable du 21 octobre 2006 en abaissant le prélèvement annuel minimal à 80 000 m³ compte tenu du fait que les 100 000 m³ sont évalués à partir des consommations antérieures et des résultats qualitatifs (en l'absence de profil micromoulinet techniquement irréalisable dans l'ouvrage en l'état),

Considérant la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines,

Considérant que le projet d'arrêté a été adressé le 13 avril 2010 à M. le Président du SIAEP de Chémery-Méhers et que celui-ci n'a émis aucune observation,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

SECTION 1

Déclaration d'utilité publique

Article 1^{er}

La dérivation des eaux souterraines par le forage situé au lieu dit « la Grande Brosse » sur le territoire de la commune Chémery, exploité par le syndicat intercommunal d'eau potable et d'assainissement de CHEMERY-MEHERS, est déclarée d'utilité publique.

Les périmètres de protection immédiate et rapprochée, déterminés autour du captage de « la Grande Brosse » situé sur la commune de Chémery (parcelle n°45 de la section YC) sont déclarés d'utilité publique.

SECTION 2

Autorisation du prélèvement d'eau et de la distribution de l'eau à la population

Article 2 - Utilisation des eaux à des fins de consommation humaine

Le syndicat intercommunal d'eau potable et d'assainissement de CHEMERY-MEHERS est autorisé à utiliser l'eau du forage visé à l'article 1^{er}, à des fins de consommation humaine.

Article 3 - Ouvrages de prélèvement

Le présent arrêté vaut autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement.

Les caractéristiques de l'ouvrage sont les suivantes :

3.1. Situation

Le forage dénommé « la Grande Brosse » est situé sur la parcelle de référence cadastrale section YC n°45 à Chémery.

Ses coordonnées Lambert II étendu (référentiel IGN scan25) sont les suivantes :

x : 535,162 km y : 2 264,233 km z : + 121 m

Son numéro d'indice national BSS est : 04605X0023

3.2. Caractéristiques

Réalisé en 1969, il est d'une profondeur de 203,3 mètres et capte les aquifères de la Craie du Séno-Turonien et des sables du Cénomanien (crépines positionnées entre 36 et 202 mètres de profondeur).

3.3. Caractéristiques maximales d'exploitation

Les dispositions du présent arrêté valent tant que l'exploitation du forage n'entraîne pas un prélèvement supérieur à 30 m³/h, 600 m³/j (sur 20 h) et 130 000 m³/an.

3.4. Nomenclature en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'Environnement :

- Soumis à déclaration (D) au titre de la rubrique 1.1.1.0. :
Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.
- Soumis à autorisation (A) au titre de la rubrique 1.3.1.0. :
A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures de répartition quantitative sont instituées, notamment au titre de l'article L.211-2 du code de l'environnement.

Article 4 - Traitement de l'eau

L'eau captée par cet ouvrage subit si nécessaire un traitement de désinfection avant distribution.

Dans le cas d'une modification significative de la qualité de l'eau brute, mettant en cause l'efficacité du traitement, l'exploitant a l'obligation de prévenir l'Administration qui pourra suspendre en conséquence la présente autorisation.

Article 5 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le pétitionnaire doit se conformer en tous points au programme de contrôle réglementaire de la qualité de l'eau.

Des analyses complémentaires peuvent être demandées par l'Agence régionale de santé dans les cas définis par la réglementation en vigueur. Elles seront financées par la collectivité.

Article 6 - Modification – exploitation – surveillance

- 6.1. Tout projet de modification de l'ouvrage, de son mode d'utilisation (structure de l'ouvrage, système de pompage, débit prélevé...) ou du traitement de son eau, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, doit être porté, avant réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
S'il y a lieu, des prescriptions complémentaires seront fixées.
- 6.2. Tout changement relatif à la collectivité ou à l'exploitant doit être communiqué aux services de la police de l'eau et du contrôle sanitaire dans un délai de trois mois par le nouvel exploitant ou maître d'ouvrage.
- 6.3. Tout incident ou accident intéressant l'installation, de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L211-1 du code de l'environnement, doivent être déclarés au préfet dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.
La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et le maire sont tenus de prendre toutes dispositions pour mettre fin à la cause du danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier.
- 6.4. La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation du forage ou son changement d'affectation, doit faire l'objet d'une déclaration par la collectivité - maître d'ouvrage auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

SECTION 3

Périmètres de protection

Article 7 – Définition

Les périmètres de protection sont définis pour un prélèvement annuel minimal de 80 000 m³. Le syndicat des eaux, assisté de son exploitant, s'assurera du respect de ce volume afin d'éviter le mélange des nappes de la Craie et du Cénomanien. Il procédera

si nécessaire au transfert d'un volume d'eau suffisant vers une autre collectivité à partir des interconnexions. Pour cela tous les dispositifs nécessaires seront installés sur les interconnexions fonctionnelles (compteurs, régulations,...).

Article 8 - Périmètre de protection immédiate (PPI)

8.1. Délimitation

Un périmètre de protection immédiate est établi autour du captage concerné. Il correspond à la parcelle de référence cadastrale n°45 section YC sur la commune de Chémery.

8.2. Prescriptions

A l'intérieur de ce périmètre de protection immédiate, les prescriptions suivantes doivent être respectées :

- terrain clos avec portail fermé à clé (clôture d'une hauteur minimale de 1,5 m et présence de dispositifs de télésurveillance sur les portes et capots des ouvrages),
- sol non imperméabilisé entretenu mécaniquement sans engrais ni pesticides,
- interdiction d'installation, construction, activités ou dépôt de matériels et produits, exceptés ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien de la station ainsi que les antennes de téléphonie déjà présentes sur le château d'eau qui devront satisfaire aux dispositions de l'article 7.3.
- construction d'un muret autour des 2 regards contenant la tête de forage, d'une hauteur minimale de 40 cm et d'une profondeur minimale de 80 cm, muni d'un capot coiffant cadenassé et de grilles d'aération,
- construction d'un muret autour de la dalle béton du regard situé à proximité du château d'eau, muni d'un capot coiffant cadenassé et de grilles d'aération (ceci afin d'éviter l'infiltration des eaux pluviales dans le regard contenant la tête de forage via ce regard),
- pose de demi-plaques sur la tête du tubage permettant d'éviter la chute d'objets et de petits animaux dans l'ouvrage.

Les travaux réalisés en bordure de périmètre de protection immédiate ne doivent conduire ni à la stagnation des eaux pluviales ni à un écoulement vers ce périmètre.

8.3. Antennes de téléphonie

Les dispositions suivantes devront être respectées :

- installation du bâtiment d'exploitation à l'extérieur du périmètre de protection immédiate. L'entretien de cet enclos sera réalisé sans pesticides ni engrais,
- maintien en bon état de l'ensemble des ouvertures (portes, capots, grilles d'aération, etc.) et de la structure,
- installation de tous les équipements (antennes, câbles, etc.) à l'extérieur des ouvrages,
- protection des câbles à haute fréquence,
- toute intervention lourde de maintenance sur les antennes devra être réalisée au moyen de nacelles positionnées en dehors des périmètres de protection immédiate.

Quel que soit le motif de l'intervention (installation initiale, maintenance périodique ou réparation), le maître d'ouvrage (commune ou syndicat des eaux) ou son représentant doit systématiquement être informé des dates de visites afin qu'il puisse y assister.

La présence d'un représentant de la collectivité est de nature à éviter tout malentendu qui pourrait résulter d'un incident, même minime, tel qu'un défaut de verrouillage des portes d'accès par exemple.

- signature d'une convention entre la collectivité, le propriétaire des ouvrages et le cas échéant, avec la société d'affermage, pour préciser les conditions d'accès aux installations et la nature des travaux susceptibles d'être exécutés et des produits utilisables, les éventuelles périodes d'interdiction d'accès (périodes d'activation du plan Vigipirate par exemple) et les modalités d'information du Préfet en cas d'incident survenu lors d'une intervention. Le non-respect des dispositions fixées

dans la convention devrait entraîner la suspension de l'autorisation d'exploiter les installations sans droit à indemnisation.

Article 9 - Périmètre de protection rapprochée (PPR)

9.1. Délimitation

Un périmètre de protection rapprochée est établi conformément au plan annexé au présent arrêté. Le plan cadastral est consultable à la mairie de Chémery.

9.2. Interdictions

En ce qui concerne les travaux et activités futures, sur l'ensemble du périmètre sont interdits :

- les carrières et étangs ainsi que toute excavation permanente de plus de 1,5 mètre de profondeur ;
- le rejet dans le sous-sol (par puits dits « filtrants », anciens puits ou excavations), ainsi que les épandages d'eaux usées non traitées, de lisiers, de matières de vidange et de tout autre effluent polluant ;
- la création de puits d'infiltration destinés aux rejets directs d'eaux pluviales (à l'exclusion des eaux de toiture des immeubles d'habitation et de leurs annexes) ;
- le stockage de déchets de toute nature à l'exception des terres inertes ;
- la création de forages, quels que soient leur profondeur et leur usage, sauf ceux destinés à l'adduction d'eau publique ainsi que les forages profonds de plus de 250 mètres de profondeur destinés à la géothermie ou au stockage de gaz ne mettant pas en communication les différentes nappes,
- les créations d'activités ou installations stockant ou utilisant, à titre principal, des produits chimiques pouvant polluer les eaux souterraines.

9.3. Prescriptions

Les installations de stockage de produits chimiques liquides (engrais, produits phytosanitaires,...) ou d'hydrocarbures liquides (des particuliers ou liées aux activités professionnelles) doivent être équipées de système de rétention (cuvette de rétention, double paroi) en conformité avec la réglementation en vigueur, dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les dispositifs d'assainissement non collectif seront vérifiés et réhabilités si leur conception, leur vétusté ou leur manque d'entretien conduisent, de façon directe ou indirecte, à la pollution des eaux superficielles et/ou souterraines.

Les épandages de boues de stations d'épuration urbaines sont autorisés sous réserve d'un plan d'épandage avec suivi agronomique conforme à la réglementation en vigueur.

Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, quelle que soit la quantité, doit se faire sur une aire étanche avec récupération et traitement des jus.

Le stockage de toutes les substances solides destinées à la fertilisation des sols, ainsi que des pesticides, doit se faire sur aire étanche et abritée.

Les modes de chauffage permettant d'éviter le stockage d'hydrocarbures liquides (à pression atmosphérique) seront privilégiés.

Les espaces boisés (parcelles n° 10, 24, 549, 595, 642, 671, 672, et 739 section A1, parcelles n°198, 199, 200, 202, 633, 752 et 785 section A2, parcelles n°1, 2, 566, 920 et 921 section H et parcelle n° 79 section YC) seront maintenues en l'état dans le document d'urbanisme de la commune de Chémery.

SECTION 4

Dispositions diverses

Article 10 – Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables pour une durée de 15 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 11 - Vulnérabilité de la collectivité au regard de son alimentation en eau

La collectivité devra engager une réflexion pour son alimentation en eau potable (création d'un nouveau captage ou interconnexion) en vue du remplacement du forage de « La Grande Brosse » (BSS n°04605X0023).

Un échéancier des travaux devra être présenté aux services compétents (délégation territoriale de l'agence régionale de santé, direction départementale des territoires) au plus tard dans les 10 ans suivant la date de notification du présent arrêté.

Article 12 - Plan local d'urbanisme

Le plan local d'urbanisme (P.L.U.) de la commune de Chémery sera mis en compatibilité avec les périmètres de protection et les servitudes s'y rapportant dans un délai maximal d'un an.

Article 13 - Information du public

Le présent arrêté est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

En vue de l'information des tiers :

- 1°) une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Chémery et pourra être consultée.
- 2°) une copie du présent arrêté est affichée en mairie de Chémery pendant une durée minimum de deux mois.
- 3°) une mention d'affichage sera insérée en caractères apparents par les soins du préfet aux frais du syndicat dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Article 14

Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge de la collectivité, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, à chacun des propriétaires concernés par l'établissement des servitudes du périmètre de protection rapprochée.

Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Article 15 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le délégué territorial de Loir-et-Cher de l'agence régionale de santé du Centre, le directeur départemental des territoires de Loir-et-Cher, le président du syndicat intercommunal d'eau potable et d'assainissement de CHEMERY-MEHERS et le maire de la commune de Chémery sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera également adressée, pour information, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre et du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations.

Blois, le

11 MAI 2010

Pour le Préfet
et par délégation,
Secrétaire Général,

Philippe LE MOING-SURZUR

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le préfet de Loir-et-Cher, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de la Santé (Direction générale de la Santé – SD7C – 8 avenue de Ségur, 75 350 Paris 07 SP), soit contentieux, auprès du tribunal administratif d'Orléans, dans les 2 mois à compter de la date de notification.

En cas de recours administratif, le silence gardé pendant plus de 2 mois par l'autorité compétente sur ce recours vaut décision de rejet. A compter de l'expiration de cette période, les intéressés disposent d'un délai de 2 mois, pour déposer un recours contentieux contre cette décision implicite. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet sur ce recours administratif intervient dans un délai de 2 mois, elle fait à nouveau courir le délai de recours contentieux.

ANNEXE : PERIMETRES DE PROTECTION PROPOSES

CHEMERY

*Anhaye
et l'aqueduc n° 2010-131-9
du 11/05/2010*



LEGENDE :

- captages A.E.P.
- périmètre de protection immédiate
- périmètre de protection rapprochée



DTARS DE LOIR-ET-CHER
Service Santé-Environnement
IGN - SCAN 25 - 4/02/2010

1:20 000



Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général.

Philippe Le Moing-Surzur
Philippe LE MOING-SURZUR